

Réviser les frontières et les partages. Repères pour une anthropologie du savoir scientifique sur la fécondité (note de recherche)

Yolande Pelchat

Volume 20, Number 1, 1996

Savoirs et gouvernementalité

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/015399ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/015399ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Pelchat, Y. (1996). Réviser les frontières et les partages. Repères pour une anthropologie du savoir scientifique sur la fécondité (note de recherche). *Anthropologie et Sociétés*, 20(1), 149–165. <https://doi.org/10.7202/015399ar>

RÉVISER LES FRONTIÈRES ET LES PARTAGES

Repères pour une anthropologie
du savoir scientifique sur la fécondité

Note de recherche

Yolande Pelchat



Au cours des trente dernières années, la production de discours « savants » sur la fécondité et les comportements reproducteurs des populations des pays du Tiers-Monde n'a cessé de s'intensifier. À mesure que les préoccupations découlant de l'accroissement de la population mondiale pénétraient les milieux académiques, politico-administratifs et médiatiques, s'est créé un espace de réflexion et d'action, allant de la production de discours, scientifiques ou autres, à l'élaboration et à l'implantation de politiques de population et de programmes de planification familiale. Les théories de la transition démographique, les tableaux comparatifs des taux de fécondité et les corrélations statistiques entre ces taux et des variables sociales, économiques ou culturelles, furent largement utilisés par les décideurs des agences de développement international et des institutions gouvernementales. Parmi les différents savoirs auxquels se réfèrent les centres politico-administratifs pour dresser un état de la question démographique et justifier la mise en place de mesures visant à réduire la fécondité, les connaissances produites par les scientifiques occupent désormais une place privilégiée.

Dans bon nombre de cas, ces faits scientifiques sont, pour reprendre une formulation empruntée à Feyerabend, *vécus comme étant indépendants* des croyances, des opinions et des appartenances culturelles de ceux et celles qui se donnent pour tâche de « décrire » de façon scientifique les multiples dimensions du monde dans lequel nous vivons. Aussi, au sein des sociétés démocratiques, le processus d'élaboration des politiques et des programmes se trouve en bonne partie réduit à une procédure de recherche de consensus *compte tenu des faits*. Effectivement, comme le constate Meillassoux (1993 : 62), « [a]pprenant des démographes que les taux de fécondité dans ces pays du Tiers-Monde (d'où viennent tant d'immigrants !) sont les plus élevés au monde, sachant par les ethnologues que cette fécondité résulte d'un comportement social et par les économistes qu'ils entravent le développement, il a semblé à beaucoup et depuis longtemps que le "devoir d'ingérence" s'imposait ». En vertu des faits scientifiques, nous voyons ainsi se définir et se redéfinir des problèmes de « forte fécondité », d'« inadéquation entre les ressources disponibles et une croissance démographique rapide », de « besoins non satisfaits en matière de contraception », etc.

La démarche que je propose ici s'inscrit dans un questionnement plus large concernant l'autorité attribuée à certains faits scientifiques lorsqu'il s'agit de

définir des interventions dans le domaine de la reproduction. Elle se veut une contribution au projet auquel nous convie, parmi d'autres, Stengers : celui de chercher à « inventer les mots qui permettent de *rendre discutable* cette référence, de fait politique, à la science » (1993 : 25 ; en italique dans le texte).

Toute tentative de réflexion sur le savoir scientifique se heurte inévitablement à un ensemble de conventions établies. Pour qui plaide en faveur de l'adoption d'une position critique à l'égard des connaissances produites sur la fécondité dans les pays en développement, la tentation est grande de suivre certaines avenues déjà tracées qui tendent à opposer *a priori* science occidentale et particularismes culturels, science masculine et réalité féminine, ou qui voient dans les intérêts politiques des facteurs de « contamination » des connaissances scientifiques. Toutefois, d'autres voies — moins fréquentées celles-là — visent pour leur part à fonder une position critique qui ne dépende pas de la frontière établie entre ces deux mondes qualifiés historiquement de scientifique d'une part, et de politique d'autre part. Inspirée de ces dernières propositions théoriques, mon hypothèse de travail est que c'est précisément cette ligne de démarcation entre scientifique et politique qu'il nous faut repenser pour qu'émergent de nouvelles possibilités d'histoire.

Dans les pages qui suivent, j'expose les grandes lignes d'un « mode de lecture » du savoir scientifique qui rend possible cette position critique. Il incite à revoir la distinction conceptuelle entre, d'un côté, une réalité qu'il s'agit de décrire et, de l'autre, un contexte de description imprégné d'intérêts et de rapports de force. Prenant appui sur certaines dimensions du champ narratif qui s'est construit autour de la fécondité des populations d'Afrique subsaharienne, j'explore ensuite ce que cette façon d'envisager le savoir scientifique est en mesure de nous révéler sur les « faits » auxquels se réfèrent, entre autres, les milieux politico-administratifs dans l'élaboration des politiques et programmes de population. Je discute enfin de la visée stratégique du mode de lecture proposé, dégageant ainsi quelques lieux de réflexion sur les usages et les effets sociaux du savoir scientifique.

Quelques jalons posés par l'anthropologie des sciences

Le « mode de lecture » du savoir scientifique sur la fécondité — dont j'esquisse ici les grandes lignes — s'inspire largement des propositions théoriques qui émergent du champ de recherche généralement désigné par les termes « anthropologie des sciences et des techniques » ou « histoire sociale des sciences », et dont l'une des particularités est d'avoir contribué à élargir l'espace de réflexion sur la production des connaissances scientifiques. Jusqu'à récemment, les travaux en philosophie ou en histoire des sciences nous avaient en effet habitués à considérer le savoir scientifique comme un objet dont on peut expliquer le contenu, en faisant appel soit aux facteurs *internes* à la discipline scientifique — par exemple, l'incapacité des théories en présence d'expliquer ou de prédire les changements démographiques —, soit aux facteurs *externes*, qu'ils soient sociaux, économiques ou politiques. Aux épistémologues revenait l'étude de la structure logique du raisonnement et de la démonstration, aux sociologues celle des valeurs, des normes et des institutions qui régissent l'activité scientifique. Mais au début des années 1970,

sur un terrain préparé, entre autres, par Kuhn et Feyerabend, des chercheurs britanniques (Bloor 1982; Collins 1991), puis français (Latour 1989, 1984; Callon et Latour 1991), ont remis en cause la pertinence de maintenir une partition entre les approches internaliste et externaliste dans l'étude du savoir scientifique.

Cette « anthropologie des sciences »¹, du moins dans la forme que lui ont donnée certains anthropologues, sociologues, historiens et historiennes des sciences tels que Bruno Latour (1984, 1989, 1991), Michel Callon (1989), Callon et Latour (1991), Donna Haraway (1986, 1989, 1990) et Isabelle Stengers (1993), vise à affranchir les faits scientifiques du caractère ahistorique qui leur est attribué; ces faits, comme toute autre pratique humaine, croyance ou tradition, se doivent d'être « historicisés ». Toutefois, soutiennent ces auteurs, le récit que propose une anthropologie des sciences doit se démarquer d'une histoire « sans autre historicité que celle des révolutions totales et des coupures épistémologiques » (Latour 1991 : 96). Ce faisant, la démarche proposée procède elle-même d'une rupture avec les conventions établies.

En insistant sur le fait que ni les règles expérimentales, ni les normes à suivre ne suffisent à expliquer le contenu du savoir scientifique, l'anthropologie des sciences se place en effet en situation de rupture avec l'approche dominante en épistémologie. Ceux et celles qui étudient les discours « savants » ne sauraient se satisfaire de l'hypothèse d'une « rationalité scientifique »; leur travail consiste au contraire à faire voir « la situation d'indécision foncière, c'est-à-dire aussi l'ensemble des facteurs éventuellement "non scientifiques" qui ont joué dans la création du rapport de force final » (Stengers 1993 : 17). L'erreur des « modernes », souligne pour sa part Latour (1991 : 157), est d'avoir confondu les produits et les procédés : « la science ne se produit pas de façon plus scientifique que la technique de manière technique, que l'organisation de manière organisée ou l'économie de manière économique ». Il n'y a pas, d'un côté une nature dont il faut révéler les particularités et les lois, et de l'autre le social, c'est-à-dire un contexte de production meublé d'intérêts et de rapports de force. Dit autrement, il n'y a pas, d'une part la connaissance des choses, et de l'autre la politique et le pouvoir; « la science, c'est la politique *continué*e par d'autres moyens » (Latour 1984 : 257; en italique dans le texte).

Cependant, ceux et celles qui défendent le projet d'une anthropologie des sciences ne comptent pas non plus se contenter d'une histoire qui, réduisant les faits scientifiques à des conflits d'intérêts, se limiterait à raconter « l'agitation plus ou moins circonstanciée ou plus ou moins durable des pauvres humains *détachés des choses* » (Latour 1991 : 96 je souligne). En rupture avec l'épistémologie,

1. Tout au long du texte, j'utilise l'expression « anthropologie des sciences » plutôt qu'« histoire sociale des sciences ». Toutefois, mon intention n'est pas d'associer de façon exclusive ce courant de pensée aux travaux d'anthropologues. De nombreux chercheurs provenant d'autres disciplines telles que la sociologie, l'histoire et la philosophie ont largement contribué chacun à leur manière à la définition et à la consolidation de ce courant de pensée. Les anthropologues y ont néanmoins apporté une contribution particulière, notamment par la réalisation de nombreuses ethnographies de laboratoires ou autres milieux scientifiques.

l'anthropologie des sciences l'est aussi avec une sociologie des sciences où seuls les êtres humains accéderaient au statut d'acteur. Rupture importante — compte tenu de sa portée heuristique — qui se traduit par l'attribution du statut d'acteur à d'autres « porte-parole » de la nature² que sont les techniques statistiques, les instruments de collecte de données, les énoncés scientifiques antérieurs, les politiques et programmes, etc. Une fois insérés dans la liste des acteurs, ces objets devenus « quasi-sujets » tendent à imposer leur loi ; tout comme les acteurs humains, ils reconstruisent le champ des contraintes et des possibilités de sorte que les faits scientifiques sont pour ainsi dire une « *socio-nature* [...] liant des humains à des non-humains, fabriquant de nouveaux réseaux d'associations » (Callon et Latour 1991 : 35, en italique dans le texte).

Largement inspirée des travaux de Michel Serres, cette anthropologie des sciences débouche sur de nouvelles manières de lire les faits scientifiques et vient modifier nos façons de penser notre rapport à la science. Selon la formulation de Serres, le savoir scientifique doit être appréhendé comme un *mode de circulation* et non pas comme un *contenu* : « l'histoire des sciences court et fluctue sur un réseau multiple et complexe de chemins qui se chevauchent et s'entrecroisent en des nœuds, sommets ou carrefours, échangeurs où bifurquent deux ou plusieurs voies » (Serres 1989 : 5). Aussi, en dépit des apparences, le processus de construction du savoir scientifique ne saurait être perçu comme une simple accumulation de connaissances. En aucune façon, il ne vient dessiner « une suite alignée d'acquis continus et croissants ou une même séquence de soudaines coupures, découvertes, inventions ou révolutions précipitant dans l'oubli un passé tout à coup révolu » (Serres 1989 : 5). L'anthropologie des sciences opère donc un déplacement du lieu même d'investigation, délaissant la science *toute faite* pour aller vers la science *en train de se faire* (Latour 1989).

Si l'on suit ces propositions théoriques, le rapport que l'on entretiendra avec les faits scientifiques concernant la fécondité dans les pays en développement s'en trouve foncièrement modifié. Ni simple accumulation de faits, d'observations et de comparaisons, d'où émergerait une vision de plus en plus exacte de la réalité, ni simple émanation d'intérêts divergents et d'idéologies concurrentes, la construction de ce champ narratif serait plutôt, comme le suggère Desrosières dans son *Histoire de la raison statistique*, le « produit d'une gestation historique, traversée d'hésitations, de retraductions, de conflits d'interprétations » (Desrosières 1993 : 8).

Afin d'illustrer la contribution potentielle des propositions théoriques exposées plus haut, je prendrai comme point de départ un « fait » qu'ont révélé parmi d'autres certains démographes — dont Caldwell (1993), Caldwell et Caldwell (1987) et Sonko (1994) —, et que reprennent à leur compte des planificateurs, des intervenants, des journalistes, etc., soit l'énoncé selon lequel la persistance de taux élevés de fécondité en Afrique subsaharienne est attribuable à une « culture de la forte fécondité », une sorte d'« africanité » en matière de reproduction. Selon ces

2. Le mot « nature » peut prêter à confusion, notamment lorsqu'on s'intéresse aux faits produits par les sciences sociales et humaines. Par « nature » il faut entendre ici l'objet de savoir, c'est-à-dire la « réalité » que les scientifiques se donnent pour tâche de décrire.

chercheurs, plus que du faible niveau de développement économique, d'une éducation insuffisante et d'une espérance de vie peu élevée, la forte fécondité observée dans les pays au sud du Sahara résulte de *valeurs culturelles* orientées vers une natalité maximale³. À titre d'exemple, Caldwell et Caldwell, dans un rapport préparé pour le compte de la Banque mondiale, expliquent la persistance des taux élevés de fécondité en Afrique subsaharienne dans les termes suivants :

The central factor implicated in Sub-Saharan African high fertility is a culture, molded by religion, that encourages repeated childbearing and abhors sterility at any stage. Fertility is powerfully supported by the unusually high value of children, which arises from an economic flow from the young to the old, and is also grounded in a culture shaped by religion.

Caldwell et Caldwell 1990 : 210

Le recours aux variables culturelles pour expliquer les comportements des populations du Tiers-Monde est une pratique récurrente dans le monde du développement. Comme le souligne Poncelet dans son récent livre critique sur la prise en compte de la dimension culturelle du développement, « ce credo irrigue les propositions des professionnels, des militants, des directeurs de pensée. Experts, chercheurs et savants ne sont pas en reste ! » (Poncelet 1994 : 10). Cependant, si l'on s'en tient aux nombreux travaux publiés dans ce domaine, il semble que l'Afrique subsaharienne soit touchée de façon particulière par la production de connaissances sur les « facteurs culturels ». Avec la multiplication des discours à la fois empathiques et emphatiques sur la nécessaire prise en compte de la dimension culturelle dans les interventions de développement, semble se consolider l'opposition entre culture africaine et développement⁴.

Sans être en mesure de reconstituer ici l'ensemble des événements qui ont marqué le processus de construction d'une « africanité » en matière de reproduction — car cette histoire reste largement à faire —, je mentionnerai néanmoins quelques repères qui laissent croire que l'objectivation scientifique de la prédominance des variables dites culturelles sur d'autres variables telles que le développement économique ou le niveau d'éducation procède d'un bricolage complexe, faisant tour à tour intervenir des objets disparates et inattendus que l'on a parfois perdus de vue. En un mot, je cherche à travers cet exercice à rendre visibles ces objets qui ont été mobilisés, écartés, bricolés par ceux ou celles qui se donnent pour tâche de décrire les facteurs qui déterminent les comportements reproducteurs.

3. Le recours aux variables culturelles pour expliquer la fécondité des populations d'Afrique subsaharienne a pris des formes différentes selon les auteurs. Certains ont en effet souligné la diversité qui existe au sein même du continent. Aux fins de l'exercice, je m'en tiens ici à l'énoncé plus globalisant d'une culture africaine de la fécondité. Ce choix méthodologique ne saurait pour autant remettre en cause l'à-propos d'une analyse, dans une perspective similaire, d'une spécificité malienne, nigériane ou encore burundaise des comportements reproducteurs.
4. À titre d'exemple, mentionnons l'ouvrage récent de Serageldin et Taboroff (1994) qui rassemble les textes des communications présentées à la conférence internationale organisée par la Banque mondiale en 1992 sur le thème « Culture et Développement en Afrique ». Je souligne également les ouvrages de Etounga-Manguelle (1991), Kabou (1991), ainsi que l'article récent de Sonko (1994) dont l'argumentation repose largement sur une africanité réifiée.

Aux fins de l'exercice, j'ai tenté un premier repérage des controverses et des tensions qu'a provoquées l'introduction dans le discours scientifique sur la fécondité d'une « africanité » en matière de reproduction telle que formulée par J. C. Caldwell au milieu des années 1980⁵. Le recours aux controverses constitue en effet une voie privilégiée pour accéder à la science *en train de se faire*, car c'est principalement au moment où un énoncé scientifique rencontre des obstacles que l'action collective — les alliances que les différents acteurs nouent entre eux, les hostilités qu'ils déclenchent, les objets qu'ils mobilisent —, devient visible. Lorsqu'une controverse est lancée, précise Latour (1989 : 335), les scientifiques « cherchent des alliés plus forts et plus résistants et, pour ce faire, peuvent finir par mobiliser les éléments les plus hétérogènes et les plus éloignés ». En l'absence de controverses, ces éléments demeurent pour ainsi dire invisibles et non problématiques.

Dans les paragraphes qui suivent, j'attire principalement l'attention sur certains « objets » qui ont été écartés dans le processus d'objectivation d'une spécificité africaine en matière de reproduction, ceux qui ont été mobilisés pour répondre aux différentes objections formulées entre autres par les milieux politico-administratifs et ceux qui apparemment ont été maintenus. Il importe toutefois de rappeler que, visant en premier lieu à illustrer la portée heuristique d'une anthropologie du savoir scientifique sur la fécondité, l'exercice que je tente ici ne saurait rendre compte de l'ensemble des objets auxquels les scientifiques ont fait appel, ni de leur ordre de priorité.

La construction d'une culture africaine de la fécondité

Au milieu des années 1970, J. C. Caldwell s'oppose fermement aux résultats des travaux de Eva Mueller, économiste au prestigieux Population Studies Center de l'Université du Michigan. Cette controverse déclenchée par Caldwell — et dont il dira lui-même qu'elle a constitué un point marquant dans l'élaboration de sa théorie de la fécondité — porte sur la valeur économique des enfants dans les pays en développement. S'appuyant sur ses travaux de recherche, Mueller affirme que dans les sociétés paysannes, les enfants ont une valeur économique négative puisque le travail qu'ils effectuent n'est pas suffisant pour contrebalancer le poids économique qu'ils représentent pour leurs parents (Mueller 1976). Cependant, pour Caldwell, la réalité est tout autre : dans ces sociétés, les différentes composantes culturelles telles que la religion et la structure familiale font en sorte que le flux des richesses va des enfants aux parents. Ses propres tentatives pour mesurer le transfert des richesses des enfants vers les parents (projets réalisés au Ghana en 1963 et au Nigeria en 1974-1975) ont dévoilé une réalité bien différente de celle

5. Jusqu'à maintenant, les lieux de controverses ont été en grande partie répertoriés à travers une série d'articles publiés par J.C. Caldwell lui-même (Caldwell 1982a, 1982b, 1982c, 1982d 1993; Caldwell et Caldwell 1987, 1988, 1990). J.C. Caldwell est l'un des pionniers des études démographiques en Afrique subsaharienne; il a signé près de cent textes publiés dans des revues scientifiques, des ouvrages collectifs, des livres. Il demeure l'un des principaux protagonistes de l'affirmation d'une spécificité africaine en matière de reproduction.

décrite par Mueller; ces deux études, précise-t-il, « showed clearly that returns from children are substantial » (Caldwell 1982a : 142). Ces faits sur le transfert des richesses entre les générations sont au cœur même de la théorie de la fécondité formulée par Caldwell et qu'il désigne par l'expression « *wealth flow theory* ». Selon cette théorie,

[...] fertility is high or low as a result of economic benefits to individuals, couples or family in its being so. [...] This flow has been from younger to older generations in all traditional societies; and it is apparently impossible (or at least, examples are unknown) for a reversal of flow [...] to occur before the family is largely nucleated both emotionally and economically.

Caldwell 1982a : 152

La formulation de cette théorie conduit également Caldwell à discréditer les données produites dans le cadre des enquêtes CAP menées au cours des années 1960⁶. Les résultats de ces enquêtes avaient en effet révélé l'existence d'un écart considérable entre la fécondité désirée et la fécondité effective dans les pays en développement, alors que dans les pays industrialisés l'écart était beaucoup plus faible (Berelson 1966). Comment réconcilier ces résultats avec une théorie selon laquelle la haute fécondité résulte des bénéfices que les paysans obtiennent à travers le transfert des richesses des enfants vers les parents ? Si les populations paysannes adoptent certains comportements reproducteurs en vertu des avantages qu'elles en retirent, comment expliquer qu'elles disent par ailleurs désirer moins d'enfants ?

La validité de la théorie de la fécondité définie par Caldwell dépend en partie des ressources disponibles au milieu des années 1970 pour écarter de l'espace de réflexion sur la fécondité ces « objets » que sont les données sur la valeur économique des enfants ou encore celles sur le nombre d'enfants désiré. À cette fin, Caldwell fait appel à un autre « objet » qui, au même moment, meuble également cet espace, soit la partition entre valeurs occidentales et réalité africaine. En effet, au moment où Caldwell publie les grandes lignes de sa théorie de la fécondité, la dénonciation du caractère ethnocentrique et idéologique des travaux de recherche et des interventions en matière de reproduction obtient une certaine popularité auprès des intervenants et des chercheurs préoccupés par les questions de population. Cette théorie devient ainsi un objet efficace à la disposition des producteurs de connaissances sur la fécondité. L'opposition entre science occidentale et réalité africaine avait déjà été soulignée lors de la première conférence régionale

6. Les enquêtes CAP (connaissances, attitudes et pratiques), largement promues par le Population Council pendant les années 1960 visaient à mesurer les connaissances, les attitudes et les pratiques en matière de planification familiale. Ces enquêtes, critiquées par plusieurs, constituaient en quelque sorte des « études de marché » pour l'industrie montante du planning familial. Elles trouvent leur source dans la première enquête sur l'utilisation de méthodes contraceptives dans les ménages, réalisée en 1941 à Indianapolis. Avec la mise en marché d'anovulants oraux, l'intérêt pour les CAP s'est considérablement accru au point où une grande partie des études démographiques dans les pays en développement s'est vue pour ainsi dire « portée » par cette mise en marché. La création du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) en 1969 est étroitement liée aux connaissances produites dans le cadre de ces enquêtes.

africaine sur la population qui s'est tenue à Accra en 1971⁷. Elle s'est vue renforcée à l'occasion de la première conférence intergouvernementale des Nations Unies sur la population en 1974 à Bucarest.

Faisant intervenir cette opposition, Caldwell catégorise les données sur la valeur économique des enfants et sur le nombre d'enfants désirés, comme étant marquées par l'ethnocentrisme et les préjugés d'irrationalité qu'entretiennent les chercheurs occidentaux à propos des paysans africains. Ces chercheurs, souligne-t-il, « often tend to accept the rationality of their own economic analysis by assuming that simple peasants do not understand the economic realities of their own lives » (Caldwell 1982b : 85). De la même façon, l'écart que les enquêtes CAP ont révélé entre la taille effective de la famille et la taille désirée découlerait essentiellement des biais de la méthode d'investigation :

The « ideal family » question was shaped by Western, middle-class researchers, living in conjugal families in which husbands and wives consult each other over matters of reproduction and sex, and it achieves its greatest reliability among such people. [...] The fundamental problem is the questioning of a woman about the « best » number of children, as if the chief cultural thrust were optimization of family size instead of a range of other concerns such as meeting the expectations of husband and other relatives, conforming with peer group behaviour, and so on.

Caldwell 1982a : 127

Le combat livré au milieu des années 1970 en vue d'affirmer la spécificité africaine des comportements reproducteurs fait de la recherche menée par les chercheurs occidentaux une recherche ethnocentrique; de la mesure du désir d'enfants, une procédure contaminée par les intérêts et l'idéologie des défenseurs des programmes de planification familiale. Cependant, ce combat laisse également sur son passage un autre « objet » : la rationalité des comportements des paysans africains en matière de reproduction.

Toutefois, au tournant des années 1980, l'explication culturaliste de la fécondité, dans la forme que lui ont donnée des chercheurs comme Caldwell, fait à son tour l'objet de réserves et de résistances. Privilégiant les facteurs institutionnels et matériels par rapport aux facteurs culturels dans l'explication de la transition démographique, des démographes cherchant à valider des théories concurrentes de la fécondité, qu'elles soient marxiste ou féministe, ont en effet vu dans le culturalisme des années 1960 et 1970 « la période la plus idéologique de la démographie et aussi la plus pauvre » (Piché et Poirier 1990 : 189). « Rien ne permet d'affirmer », souligne pour sa part Jewsiewicki, « que la forte natalité soit le trait d'une africanité autre qu'imaginaire » (1987 : 108).

Des agences de développement ont également signifié leur désaccord, sinon leur désintérêt, à l'égard des thèses culturalistes. Ainsi, en dépit des résultats du rapport produit par Caldwell et Caldwell (1990) à la demande de la Banque mondiale, celle-ci, dans un document publié l'année suivante, rejette les faits révélés par les auteurs. Alors que ces derniers soulignaient la nécessité de tenir compte de

7. Voir notamment la communication de Pradervand (1974) et celle de Okediji et Bahri (1974).

la spécificité africaine en matière de reproduction, pour la Banque mondiale la persistance des taux élevés de fécondité en Afrique subsaharienne découle essentiellement d'un niveau de développement inférieur :

[the] strength of traditional pronatalist attitudes in much of Sub-Saharan raises the question of whether they are unique to Africa or parts of Africa. The answer is, probably not. [...] It is likely that in Africa, as in other parts of the world, these views will change as development proceeds.

Banque mondiale 1986 : 12-13

Au cours de la décennie qui suivit, les activités de recherche visant à « montrer » qu'en Afrique ce sont les variables culturelles plutôt que les caractéristiques socio-économiques qui déterminent les comportements reproducteurs se sont poursuivies, et à cet égard le débat est loin d'être clos⁸. Cependant, les hostilités déclenchées et les objets mobilisés depuis la fin des années 1980 risquent d'être sensiblement différents. Si certains scientifiques sont susceptibles de chercher des appuis auprès des milieux opposés aux programmes de contrôle des naissances tels qu'ils ont été implantés dans certains pays asiatiques par exemple, d'autres procèdent différemment. Par exemple, Sonko, tout en soutenant que l'Afrique subsaharienne résiste plus que toute autre région du monde « à l'idée de modifier son comportement procréateur », avance qu'actuellement « il est non seulement indéfendable, mais encore économiquement *irrationnel* de continuer à engendrer beaucoup d'enfants » (Sonko 1994 : 473; je souligne). Ainsi, l'inadéquation entre la culture africaine de la fécondité et les lois de l'économie ne laisse guère d'autre perspective qu'un projet de transformation des mentalités et des systèmes de valeurs à l'aide de programmes de formation appropriés⁹.

Loin d'être un simple processus d'accumulation de connaissances, la constitution en faits scientifiques de l'existence d'une africanité en matière de reproduction est empreinte d'objections, de tensions et de débats. Mais il importe également de noter qu'à travers ces controverses, et selon les enjeux du moment, certains objets demeurent indiscutés et incontestés. Toujours en activité, ils continuent, pour reprendre les termes de Latour, à imposer leur loi. Tout porte à croire que le processus d'objectivation d'une culture africaine de la fécondité auquel ont participé et participent toujours des chercheurs, n'a pas écarté le caractère naturel (au sens d'essentialiste) des comportements adoptés par les populations d'Afrique subsaharienne. Dans ce processus, la catégorie « africain » est en quelque sorte constituée en « boîte noire », à la différence de la catégorie « asiatique » par exemple. En effet, si la diversité des contextes semble reconnue lorsqu'il est question du

8. Mentionnons à ce titre le colloque tenu en 1987 à Ife (Nigeria), intitulé « The Cultural Roots of African Fertility Regimes », dont l'objectif était de discuter des facteurs qui influencent les déterminants immédiats de la fécondité : « As a general working hypothesis, the Conference organizers adopted the view that the high levels of African fertility have cultural explanations and that particular combinations of the proximate determinants — nuptiality, abstinence, breastfeeding, sterility...— find their origin in specific customs and institutions *rather than* in socioeconomic characteristics » (Ebigbola et van de Walle 1987 : iii; je souligne).

9. Pour une discussion critique du recours à certaines approches culturalistes et de leurs liens avec le néo-libéralisme, voir Labazée (1995).

continent asiatique, cela ne semble pas être le cas lorsqu'il s'agit du continent africain¹⁰. À titre indicatif, je prends ici comme exemple un article de Caldwell et Caldwell où il est question de l'évolution des taux de fécondité en Asie et en Afrique subsaharienne. Introduisant leur analyse comparative, les auteurs précisent : « This paper focuses [...] on why Africa is different from much of Asia. Specifically, the comparison is with India, and particularly *with the position found to exist in a rural area in south India studied by the writers* » (Caldwell et Caldwell 1988 : 21 ; je souligne)¹¹. Ils prendront soin de justifier leur démarche en affirmant que « [s]ome African variations do not make as much difference to behavior and attitudes as one might at first suspect » (*ibid.*).

C'est bien cette catégorie « Afrique noire » qui a permis la « découverte » de comportements propres aux Africains et aux Africaines en matière de reproduction, et non l'inverse. Mais n'est-ce pas ce même objet qu'ont mobilisé au début du XIX^e siècle les phrénologues, ces savants anatomistes du cerveau, lorsqu'ils ont identifié l'« organe de la vénération » et constaté que celui-ci était plus développé chez les « races négroïdes »¹² ? En fonction des enjeux, la production de faits scientifiques comporte bel et bien des « objets » que les scientifiques eux-mêmes associeraient, sans doute avec beaucoup d'assurance, à un passé révolu. Ainsi, les faits scientifiques, loin de se débarrasser complètement des archaïsmes, sont dans bien des cas susceptibles de les perpétuer. Au lieu de mettre les comportements reproducteurs à l'abri de toute contribution de l'inné, l'énoncé d'une culture africaine de la fécondité se fixe à une différence « naturelle » comme une excroissance. Dès lors, cette dimension culturelle parasite la nature, provoquant non pas un écart mais un prolongement.

Dans l'étude des déterminants des comportements reproducteurs, les scientifiques mobilisent, écartent, bricolent les différents objets qui meublent, à un moment historique donné, l'espace de réflexion et d'action. La culture africaine de la forte fécondité est en quelque sorte un produit hybride associant des instruments de collecte de données, des énoncés antérieurs, des convictions idéologiques, etc. L'étude de cet énoncé exige que l'on suive à la trace les bifurcations qu'ont eux-mêmes empruntées les chercheurs, leurs déplacements à travers ces lieux apparemment hétéroclites et parfois inattendus, en tentant de repérer les objets que font intervenir les producteurs de connaissances et ce qu'ils laissent sur leur parcours

10. À propos des conditions de possibilité de la construction de l'Afrique noire comme une entité distincte, voir notamment Mudimbe (1988).

11. Cet article veut montrer que la différence entre les taux de fécondité en Asie et en Afrique ne tient pas à ce que les pays d'Afrique sont à un stade antérieur de développement économique ou de difficultés rencontrées dans l'implantation des programmes de planification familiale : « The explanation is a lack of African demand for limiting family size, the result of family structure and economies quite different from Asia, and of essentially religious attitudes toward fertility that have an impact both on family economics and the acceptability of various forms of fertility control » (Caldwell et Caldwell 1988 : 19).

12. Les phrénologues cherchaient à diagnostiquer la constitution mentale innée des individus. Pour une étude des controverses qui ont marqué la phrénologie au début du XIX^e siècle et des événements qui ont conduit à sa disqualification en tant que discipline scientifique, voir Shapin (1991).

de modes de catégorisation, de quasi-objets qui établiront, pour un temps, leurs propres contraintes. Tenter une anthropologie des schémas explicatifs de la fécondité, qu'ils soient culturaliste, matérialiste ou féministe, nous amène donc à transgresser les conventions de la sociologie de la connaissance et de l'épistémologie. Nous devons en effet dépasser les frontières imposées, d'un côté par une analyse essentiellement externaliste qui se limiterait à la façon dont les intérêts et les rapports de force conditionnent le travail de ceux et celles qui cherchent à « décrire » les déterminants de la fécondité et, de l'autre, par une analyse internaliste qui, postulant l'autonomie du savoir scientifique, attirerait l'attention sur « the periodic inability of accepted theory to explain or predict a changing demographic reality » (Hodgson 1988 : 541). Plus qu'une histoire des idées, les récits que peut produire une anthropologie du savoir scientifique sur la fécondité entremêlent souvent indistinctement des croyances séculaires, des motifs imaginaires, des observations concrètes et factuelles ; une sorte d'enchevêtrement par lequel s'imposent de nouvelles frontières et de nouveaux partages.

À propos du rôle stratégique d'une anthropologie du savoir scientifique

À travers la remise en question des frontières entre scientifique et politique, entre nature et société, l'anthropologie des sciences endosse un rôle stratégique qui, sans lui être spécifique, se distingue néanmoins des rôles associés aux approches internaliste et externaliste en histoire des sciences. Deux questions méritent ici d'être soulevées : 1) sur quel « programme d'action » une anthropologie du savoir scientifique ouvre-t-elle ? 2) quels sont les effets potentiels de ce « discours sur le discours », considérant les usages que sont susceptibles d'en faire les multiples acteurs du développement ?

Dans la forme que lui ont donnée des chercheurs comme Latour, Callon, Haraway, le projet d'une anthropologie du savoir scientifique bouscule certes une des convictions qu'ont partagées — et que partagent encore — bon nombre de chercheurs et chercheuses du social : cette conviction qu'il est possible et nécessaire de dévoiler la réalité, « de révéler sous les fausses consciences les vrais calculs et sous les faux calculs les vrais intérêts » (Latour 1991 : 65). Il est sans doute tentant d'adopter une perspective qui nous amènerait à dévoiler — et peut-être même à dénoncer — la présence du politique dans le discours scientifique sur la fécondité. Projet d'autant plus séduisant qu'il ouvre sur un programme d'action dont l'objectif serait de « décontaminer » la pratique scientifique, de définir les conditions de possibilité d'une science qui offrirait un reflet plus exact de la réalité. Perspective réconfortante aussi, car, comme le constate Taylor (1992 : 129), la raison instrumentale nous renvoie « à une conception de nous-mêmes comme être rationnels potentiellement détachés. Cela se fonde sur un idéal moral de responsabilité, de maîtrise de soi. Il y a là un idéal de rationalité qui est en même temps un idéal de liberté, de pensée autonome et autogénératrice ».

Toutefois, le rôle stratégique de ce « discours sur le discours scientifique » que représente la réalisation d'une anthropologie du savoir scientifique sur la fécondité doit, me semble-t-il, être formulé dans des termes différents. Plaidant en faveur

d'une remise en question de la division conceptuelle entre politique et scientifique, il ne doit *absolument* pas être confondu avec un projet dont l'objectif premier serait d'invalider ou de discréditer le savoir produit sous prétexte qu'interviennent dans sa production des éléments non scientifiques, ou plutôt des éléments que *maintenant, c'est-à-dire à un moment historique précis*, nous considérons comme non scientifiques.

Il apparaît important de préciser qu'en cherchant à faire valoir l'hétérogénéité et la multiplicité des éléments qui interviennent dans le processus d'objectivation scientifique, la démarche ne vise ni à valider ni à invalider les savoirs produits en s'appuyant sur d'autres faits scientifiques. En réalité, cette question est pour ainsi dire extérieure au domaine d'investigation que s'est fixé l'anthropologie du savoir scientifique. Le projet n'aura donc pour objectif ni d'infirmer ni de confirmer par exemple l'influence déterminante des facteurs dits culturels sur les comportements reproducteurs des populations d'Afrique subsaharienne, mais plutôt de faire ressortir le caractère hybride et historique de l'énoncé lui-même et des modes de catégorisation qu'il met en place.

Considérant que la production de ce savoir est un processus de mise en forme, de négociation et de stabilisation momentanée de catégorisations — ou, pour reprendre les termes de Haraway, « an Order, a taxonomic and therefore political order » (1989 : 10) —, l'anthropologie du savoir scientifique vise à historiciser ces catégories et, ce faisant, à remettre en question leur caractère essentialiste. Ainsi, ce projet propose une façon d'envisager le savoir scientifique qui ne dépende pas de ces binarismes, divisions et partages auxquels nous adhérons généralement sans réserve. De fait, s'il fallait indiquer un point de référence auquel associer le rôle stratégique de la démarche, on le trouverait certainement chez Foucault pour qui l'analyse critique ne consiste pas à dire que les choses ne sont pas ce qu'elles devraient être, mais bien à mettre au jour ce sur quoi reposent les modes de pensée qui traversent nos pratiques. En d'autres mots, il s'agit de « comprendre par quels mécanismes nous nous sommes retrouvés prisonniers de notre propre histoire » (Foucault 1984 : 300).

Il demeure néanmoins essentiel de s'interroger sur les effets potentiels de l'adoption d'une telle perspective, compte tenu des usages que sont susceptibles d'en faire les différents acteurs du développement. D'une part, la mise au jour des mécanismes par lesquels se sont construits les différents schémas ne risque-t-elle pas de jeter un discrédit sur la pratique scientifique et, ce faisant, d'engendrer un déni généralisé du savoir produit et de sa contribution à la modification des rapports sociaux ? D'autre part, et de façon plus précise cette fois, la déconstruction des connaissances révélant une spécificité africaine en matière de reproduction n'aura-t-elle pas pour effet d'invalider en partie ce savoir et, ce faisant, d'être utilisée pour justifier l'implantation de certains types d'interventions qui feraient fi des particularismes, et dont les conséquences potentielles seraient d'accentuer les inégalités sociales ? S'il s'avère impossible de répondre à ces questions — les certitudes, d'un côté comme de l'autre, étant bien sûr inexistantes —, il semble néanmoins important d'indiquer quelques pistes de réflexion.

Certaines analyses produites au sein de ce qu'il est maintenant convenu d'appeler la recherche féministe ont, à cet égard, dégagé des pistes de réflexion stimulantes à propos des enjeux de la déconstruction des catégories (Bordo 1990; Sawicki 1994; Scott 1992). En effet, pour les tenants du déconstructionnisme, les catégories de sexe ne sont pas simplement « déjà là »; le recours à ces catégories est donc une façon, mais non la seule, ni toujours la plus appropriée, de dire la réalité. Cependant, face au développement et à la consolidation d'une telle position critique que Bordo présente comme « a new scepticism about the use of gender as an analytical category » (1990 : 135) — position parfois qualifiée de postmoderne ou de poststructuraliste —, plusieurs chercheuses ont émis des réserves et fait preuve de réticences, invoquant les risques pour le projet d'émancipation des femmes de l'historisation de la division conceptuelle homme-femme. Ces dernières ont entre autres fait valoir que, dans une perspective d'intervention, affirmer qu'il existe deux mondes, deux « communautés interprétatives », celle des femmes et celle des hommes, est d'une importance capitale. Un projet politique d'émancipation s'élabore en fonction d'une réalité vécue comme antérieure au projet lui-même, de sorte que la remise en question de cette antériorité peut engendrer une perte de légitimité pour l'intervention elle-même. Comme le souligne très justement Butler : « If there is no subject, who is left to emancipate ? » (1990 : 327).

Les réserves formulées à l'égard de la déconstruction des catégories de sexe appellent donc à une certaine prudence. J'ai mentionné plus haut que le projet d'une anthropologie du savoir scientifique sur la fécondité, dans les termes où je l'ai défini ici, ne doit pas être confondu avec un projet dont l'objectif premier serait d'invalidier ou de discréditer le savoir produit sous prétexte qu'interviennent dans sa production des éléments non scientifiques. Bien qu'ils ne doivent pas être confondus, les deux projets peuvent, me semble-t-il, être maintenus. Car aussi distincts soient-ils, ils ont en effet en commun d'être à la fois dangereux — c'est-à-dire porteurs d'effets potentiellement négatifs — et nécessaires. En tant que mode particulier de construction de la réalité, les connaissances scientifiques demeurent une ressource essentielle pour les centres de planification et d'action — agences internationales de développement, gouvernements africains, organisations non gouvernementales. Cependant, la mise au jour des conditions et des modalités qui gouvernent cette production de connaissances scientifiques est, pour sa part, tout aussi essentielle afin que les positions hiérarchiques inscrites dans les faits scientifiques ne nous échappent pas totalement. Il importe donc que reste ouvert un espace problématique où le savoir produit par les scientifiques ne soit pas pensé indépendamment des rapports de force et des multiples objets qui dictent leur loi.

Conclusion

Les discours savants se sont imposés comme objet problématique dans le paysage de nos réflexions sur la « modernité » et le devenir du monde. Objet d'admiration ou de dénonciation, le savoir scientifique est devenu un lieu de questionnement et d'investigation auquel participent de plus en plus d'anthropologues. On se doute bien que des liens multiples et complexes unissent le savoir et le pouvoir,

la production scientifique et les milieux politico-administratifs qui la mobilisent. Mais qu'en est-il de ces liens ? Prédominance du politique sur le scientifique ou capacité des sciences à transcender les rapports de force et les convictions ?

Prenant appui sur les propositions théoriques formulées sur le terrain de l'anthropologie des sciences, j'ai tenté de faire valoir l'intérêt, pour l'étude du savoir scientifique sur la fécondité, d'une révision de la ligne de démarcation établie, de façon historique, entre le scientifique et le politique, entre le contenu du savoir et son contexte de production, entre la « nature » et la « société ». Pour ce faire, j'ai attiré l'attention sur certaines ressources qui ont été mobilisées dans la construction de faits scientifiques sur la fécondité, plus particulièrement sur certaines explications culturalistes de la persistance des taux élevés de fécondité en Afrique subsaharienne telles que formulées au cours des deux dernières décennies. J'ai ainsi cherché, comme le propose Latour, à mettre au jour les mécanismes à travers lesquels ces faits « se *chargent* peu à peu, s'alourdissent, devenant un monde à l'intérieur duquel nous, les humains, finissons par circuler » (1993 : 33 ; en italique dans le texte).

Procédant d'une remise en question de la prétention ahistorique et asociale de la frontière entre scientifique et politique, le mode de lecture du savoir scientifique sur la fécondité discuté dans cet article fait du processus d'objectivation le lieu central d'investigation. Quelle est la nature du travail qu'ont dû accomplir des chercheurs comme Caldwell pour rendre visible cette « culture africaine de la fécondité » ? Quels « objets » ont, à certains moments, été mobilisés pour assurer que les connaissances résistent aux controverses et pour créer un environnement regroupant des acteurs intéressés par ces connaissances ? Quelles nouvelles formes de catégorisations ou de divisions politiques non remises en question la découverte de cette culture africaine de la fécondité a-t-elle laissées sur son parcours ? L'approche proposée vise ainsi à établir une position critique qui *rende discutable* le rapport que l'on entretient avec les faits scientifiques et, ainsi, à maintenir ouvert un espace de réflexion et de discussion sur la pratique scientifique elle-même et sur les interactions entre le monde de la description et celui de l'action.

Références

- BANQUE MONDIALE, 1986, *Population Growth and Policies in Sub-Saharan Africa*. Washington (D.C.), The World Bank.
- BERELSON B., 1966, *Family Planning and Population Programs*. Chicago, The University of Chicago Press.
- BLOOR D., 1982, *Sociologie de la logique ou les limites de l'épistémologie*. Paris, Pandore.
- BORDO S., 1990, « Feminism, Postmodernism and Gender-Scepticism » : 133-156, in L.J. Nicholson (dir.), *Feminism/Postmodernism*. New York, Routledge.
- CALDWELL J. C., 1982a, « Toward a Restatement of Demographic Transition Theory » : 113-156, in J.C. Caldwell, *Theory of Fertility Decline*. Londres, Academic Press. Initialement publié en 1976, *Population and Development Review*, 2, 3-4, 321-366.

- , 1982b, « The Economic Rationality of High Fertility : An Investigation Illustrated with Nigerian Survey Data » : 83-112, in J.C. Caldwell, *Theory of Fertility Decline*. Londres, Academic Press. Initialement publié en 1977, *Population Studies*, 31, 1 : 5-26.
- , 1982c, « A Theory of Fertility : From High Plateau to Destabilization » : 157-179, in J. C. Caldwell, *Theory of Fertility Decline*. Londres, Academic Press. Initialement publié en 1978, *Population and Development Review*, 4, 4 : 553-578.
- , 1982d, « The Failure of Theories of Social and Economic Change to Explain Demographic Change : Puzzles of Modernization or Westernization » : 297-332, in J. L. Simon et P. H. Lindert (dir.), *Research in population economics*. Greenwich (Conn.), JAI Press.
- , 1993, « Les tendances démographiques et leurs causes : le cas de l'Afrique est-il différent ? », INED, *Congrès et Colloques*, 13 : 21-45.
- CALDWELL J. C. et P. CALDWELL, 1987, « The Cultural Context of High Fertility in Sub-Saharan Africa », *Population and Development Review*, 13, 3 : 409-437.
- , 1988, « Is the Asian Family Planning Program Model Suited to Africa ? », *Studies in Family Planning*, 19, 1 : 19-28.
- , 1990, « Cultural Forces Tending to Sustain High Fertility » : 199-214, in G. F. Acsadi et al., *Population Growth and Reproduction in Sub-Saharan Africa. Technical Analyses of Fertility and its Consequences*. Washington, The World Bank. Initialement publié en 1985, *PHN Technical Note 85-16*, Washington (D.C.), Banque mondiale.
- CALLON M., 1989, « Introduction » : 7-32, in M. Callon (dir.), *La science et ses réseaux. Genèse et circulation des faits scientifiques*. Paris, Éditions La Découverte.
- CALLON M. et B. LATOUR, 1991, « Introduction » : 7-36, in M. Callon et B. Latour (dir.), *La science telle qu'elle se fait*. Paris, Éditions La Découverte.
- COLLINS H. M., 1991, « Les sept sexes : étude sociologique de la détection des ondes gravitationnelles » : 262-296, in M. Callon et B. Latour (dir.), *La science telle qu'elle se fait*. Paris, Éditions La Découverte.
- DESROSNIÈRES A., 1993, *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*. Paris, Éditions La Découverte.
- EBIGBOLA J. A. et E. VAN DE WALLE, 1987, *The Cultural Roots of African Fertility Regimes. Proceedings of the Ife Conference*. Obafemi Awolowo University, Department of Demography and Social Statistics; University of Pennsylvania, Population Studies Center.
- ETOUNGA-MANGUELLE D., 1991, *L'Afrique a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement culturel ?* Ivry-sur-Seine, Nouvelles du Sud.
- FEYERABEND P., 1979, *Contre la méthode. Esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance*. Paris, Éditions du Seuil.
- FOUCAULT M., 1984, « Pourquoi étudier le pouvoir : la question du sujet » : 297-308, in Dreyfus H. et P. Rabinow, *Michel Foucault, Un parcours philosophique*. Paris, Gallimard.
- HARAWAY D., 1986, « Primatology is Politics by Other Means » : 77-118, in R. Bleier (dir.), *Feminist Approaches to Science*. New York, Pergamon Press.
- , 1989, *Primate Visions. Gender, Race, and Nature in the World of Modern Science*. New York, Routledge.

- , 1990, « A Manifesto for Cyborgs : Science, Technology, and Socialist Feminism in the 1980's » : 190-233, in L. J. Nicholson (dir.), *Feminism/Postmodernism*. New York, Routledge.
- HODGSON D., 1988, « Orthodoxy and Revisionism in American Demography », *Population and Development Review*, 14, 4 : 541-569.
- JEWSIEWICKI B., 1987, « Vers une anthropo-sociologie historique des populations », *Cahiers d'Études africaines*, 105-106, XXVII, 1-2 : 107-121.
- KABOU A., 1991, *Et si l'Afrique refusait le développement ?* Paris, L'Harmattan.
- LABAZÉE P., 1995, « Petite histoire d'un grand mariage entre le néo-libéralisme et le culturalisme » *Bulletin de l'APAD*, 9 : 47-56.
- LATOUR B., 1984, *Les Microbes : guerre et paix, suivi de Irréductions*. Paris, A. M. Métailié.
- , 1989, *La science en action*. Paris, Éditions La Découverte.
- , 1990, « Sommes-nous postmodernes ? Non, amodernes ! Étapes vers une anthropologie de la science » : 127-157, in B. Latour, *La pensée métisse. Croyances africaines et rationalité occidentale en question*. Paris, Presses Universitaires de France; Genève, Cahiers de l'IUED.
- , 1991, *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*. Paris, Éditions La Découverte.
- , 1993, *La clef de Berlin et autres leçons d'un amateur de sciences*. Paris, Éditions La Découverte.
- MEILLASSOUX C., 1993, « Troubles de croissance : la perspective d'un anthropologue » : 61-80, in J. C. Chasteland (dir.), *Politiques de développement et croissance démographique rapide en Afrique*. Série Colloque n° 13, Paris, INED-Presses Universitaires de France.
- MUDIMBE V.Y., 1988, *The Invention of Africa. Gnosis, Philosophy, and the Order of Knowledge*. Bloomington, Indiana University Press.
- MUELLER E., 1976, « The Economic Value of Children in Peasant Agriculture » : 98-153, in R.G. Ridker (dir.), *Population and Development The Search for Selective Interventions*. Baltimore et Londres, The John Hopkins University Press.
- OKEDIJI F. O. et A. Bahri, 1974, « A New Approach to Population Research in Africa : Ideologies, Facts and Policies » : 321-331, in P. Cantrelle (dir.), *Population in African Development*. Liège, Ordina Éditions.
- PRADERVAND P., 1974, « The Ideological Premises of Western Research in the Field of Population Policy » : 115-126, in P. Cantrelle (dir.), *Population in African Development*. Liège, Ordina Éditions.
- PICHÉ V. et J. POIRIER, 1990, « Les théories de la transition démographique : vers une certaine convergence ? », *Sociologie et sociétés*, XXII, 1 : 179-192.
- PONCELET M., 1994, *Une utopie post-tiersmondiste. La dimension culturelle du développement*. Paris, L'Harmattan.
- SAWICKI J., 1994, « Foucault and Feminism : A Critical Reappraisal » : 347-364, in M. Kelly (dir.), *Critique and Power. Recasting the Foucault/Habermas Debate*. Cambridge (Mass.), Massachusetts Institute of Technology Press.

- SCOTT J. W., 1992, « Experience » in J. Butler et J. W. Scott (dir.), *Feminists Theorize the Political*. New York, Routledge : 22-40
- SERAGELDIN I. et J. TABOROFF (dir.), 1994, *Culture and Development in Africa. Proceedings of an International Conference Held at the World Bank*. Washington (D.C.), World Bank.
- SERRES M., 1989, « Préface qui invite le lecteur à ne pas négliger de la lire pour entrer dans l'intention des auteurs et comprendre l'agencement de ce livre » : 1-15. in M. Serres (dir.), *Éléments d'histoire des sciences*. Paris, Bordas.
- , 1992, *Éclaircissements. Entretiens avec Bruno Latour*. Paris, Éditions François-Bourin.
- SHAPIN S., 1991, « La politique des cerveaux : la querelle phrénologique au XIX^e siècle à Édimbourg » : 146-199, in M. Callon et B. Latour (dir.), *La science telle qu'elle se fait*. Paris, Éditions La Découverte.
- SONKO S., 1994, « Fécondité et culture en Afrique subsaharienne », *Revue internationale des sciences sociales*, 141 : 467-482.
- STENGERS I., 1993, *L'invention des sciences modernes*. Paris, Éditions La Découverte.
- TAYLOR C., 1992, *Grandeur et misère de la modernité*. Montréal, Éditions Bellarmin.

Mots clés : Pelchat, anthropologie des sciences, fécondité, culture, Afrique, Tiers Monde.

Key words : Pelchat, anthropology of sciences, fertility, culture, Africa, Third World.

Yolande Pelchat
Département d'anthropologie
Université Laval